

Communiqué du Synode

Répondant: Thomas Gehrig/Bertrand Baumann

26 mai 2011, 15 h

Les toits des Eglises doivent-ils être loués aux Forces motrices bernoises? La question de l'atome suscite des débats nourris

L'interpellation des députées et députés Frank Buchter, Jürg Liechti, Barbara Rudolf et Robert Schlegel et de 20 cosignataires permet au Conseil synodal de préciser la position des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure qui se veut substantielle et nuancée. La réponse du Conseil synodal a suscité des débats nourris. Compte rendu des débats.

Au nom des auteurs de l'interpellation, Barbara Rudolf (Berne) a rappelé les objectifs de l'interpellation, soit de s'engager résolument dans la voie de la sortie du nucléaire. Selon l'intervenante, il s'agit de marquer une rupture avec le «vivre comme avant», s'engager dans la promotion des énergies renouvelables pour remplacer l'électricité provenant de l'atome, et remettre en question le «sacro-saint principe de la croissance». L'interpellante a également demandé un clair positionnement des Eglises autour de la sauvegarde de la Création.

Le président du Conseil synodal, Andreas Zeller, a fait un état détaillé de la situation:

«Le gouvernement bernois répondra le 14 juin prochain à 46 interventions parlementaires sur le sujet. Le Conseil fédéral doit statuer sur sa stratégie en matière de politique énergétique (rendue publique le 25 mai dernier ndlr.). Le Conseil synodal estime que les événements au Japon ont généré des profondes préoccupations au sein de l'opinion qui sont en train d'être prises en compte. Le tremblement de terre, le tsunami et la catastrophe nucléaire qui en ont résulté ont clairement montré ce que l'impératif de «sauvegarde de la Création» signifie. En tant que chrétiennes et chrétiens, nous sommes appelés à nourrir le débat public de nos valeurs et l'Eglise réformée n'a pas attendu Fukushima pour le faire!

D'un point de vue théologique, l'objectif de la sauvegarde durable de la Création est une priorité absolue. Le Conseil synodal est résolument de l'avis que la politique énergétique suisse doit être entièrement revue pour répondre à cet impératif ce, indépendamment des événements récents. Des remises en question de nos habitudes de vie et de nos exigences de confort sont inévitables.

D'un point de vue politique, tant la Fédération des Eglises Protestantes de Suisse (FEPS) que les Eglises nationales suivent une seule et même ligne politique qui consiste à susciter le changement. Les Eglises réformées BEJUSO ont ainsi adopté à plusieurs reprises des positions fondées sur les questions énergétiques et climatiques, qui sont parties d'un tout. Substituer l'énergie électrique fabriquée à partir de l'atome par les centrales à gaz n'est pas une solution durable. En 2008, la FEPS, dans une prise de position sur l'éthique en matière d'énergie, a demandé la mise en place de la société à 2000 Watts, qui est une traduction dans les faits de la sauvegarde de la Création: les individus sont invités à consommer l'énergie qui leur est absolument nécessaire et à éviter tout gaspillage.

La brochure de la FEPS «Ethique de l'énergie», fait état d'une prise de position différenciée sur l'énergie atomique, qui, présente un bilan contrasté de ce type d'énergie: faibles émissions de CO₂, une densité énergétique qui permet une production d'électricité à bon marché, l'électricité est un vecteur d'énergie "noble" et polyvalent et la clé d'une future économie énergétique à base d'hydrogène. Mais cette forme d'énergie présente des dangers redoutables : aucune durabilité de la matière première, l'uranium n'étant pas un minerai inépuisable, mise en danger de la santé des travailleurs des centrales lors du traitement de l'uranium naturel; problème irrésolu du stockage des déchets radioactifs. Cette évaluation reste juste mais ne dit rien sur la manière d'affronter les dangers majeurs.

Avant et après Fukushima, les centrales nucléaires sont des systèmes hautement complexes qui présentent un potentiel de risque très important. Après Tschernobyl, l'opinion se rend compte désormais que des sociétés hautement développées comme le Japon ne peuvent exclure le risque d'un accident majeur. Ce qui était impensable est devenu réalité et nous oblige en tant qu'acteur de la société civile à envisager désormais les scénarios du pire.

En 2009 déjà, le Conseil synodal s'est rallié avec conviction à la position de la FEPS et a publié une prise de position intitulée «Sauvegarder les fondements de la vie» dans le contexte du réchauffement climatique. Un extrait de ce point de vue:

Le Conseil synodal soutient les propositions du gouvernement bernois, qui, dans le cadre de la révision de la loi sur l'énergie, appelle de ses vœux la mise en place de la société à 2000 watts. Une politique énergétique qui vise à l'institution de la «Société à 2000 watts » équivaut à un engagement durable et crédible pour la sauvegarde de la Création La Suisse, a une responsabilité particulière dans ce domaine. Dans sa policy adoptée en 2003 sur la mondialisation, le Conseil synodal a demandé une baisse des émissions de CO₂ de 40 pour cent d'ici à 2020.

Au sein de l'Eglise, le Conseil synodal se sent responsable vis-à-vis des paroisses. C'est en effet au sein des paroisses que la vie de l'Eglise se déploie et qu'une concrétisation d'une stratégie énergétique a lieu. Ce sont les paroisses qui ont la responsabilité des mesures d'assainissement des bâtiments. Et ce sont elles qui doivent aussi financer ces mesures.

Après Fukushima, la Fédération des Eglises protestantes a témoigné son émotion et sa sympathie pour les populations touchées par un appel à la prière. Un positionnement dans le domaine de la politique énergétique du Conseil synodal, par exemple sur la Centrale de Mühleberg, en parallèle à une analyse de situation des instances concernées, aurait présenté le risque d'être peu crédible. Et si le Conseil synodal n'a pas d'opinion définitive sur la question, cela témoigne de la complexité du problème auquel la Confédération, le canton et les Forces motrices bernoises sont confrontés. Le Conseil synodal part du principe que l'ensemble des acteurs concernés visent à établir un approvisionnement énergétique sécurisé, durable mais qu'ils placent les priorités diversement.

La question d'un arrêt de la centrale de Mühleberg est une question à laquelle la Confédération et le canton, en tant que propriétaire majoritaire des FMB, doivent répondre et donc pas prioritairement une question d'Eglise. Le Conseil synodal réaffirme son soutien à une position fondée de la FEPS. Dans la perspective des scrutins à venir sur l'énergie atomique et sur les questions énergétiques futures, nous ne manquerons pas de demander à la FEPS de se positionner clairement sur ces questions, que nous diffuserons ensuite aux paroisses et à l'ensemble de l'opinion.

Par-delà les questions posées dans l'interpellation, l'Eglise doit relever certains défis qui se posent en relation avec l'avènement de la "société à 2000 watts". Ce sont les paroisses qui sont particulièrement au défi. Elles peuvent solliciter l'aide de l'organisation ecclésiale oeku et de l'administration cantonale. Renforcer la sensibilisation de l'opinion ecclésiale est certainement une mesure à étudier. Le Conseil synodal s'exprimera en temps opportun et proposera le cas échéant des mesures concrètes.»

Accueil divers de la position du Conseil synodal au sein du Synode

Frank Buchter, l'un des interpellants (Indépendants) a remercié le Conseil synodal pour sa réponse approfondie, mais fait remarquer qu'une recherche avec le mot-clé «atome» sur le site Internet refbejus, se conclut par «aucun résultat». Le député a l'impression que le sujet est encore trop peu présent au niveau de la direction des Eglises tout en ressentant que le Conseil synodal ne le prend pas à la légère,.

Jürg Liechti (Synode ouvert) rappelle le campement des «Atome-Adieu» sur la Viktoriaplatz qui se trouve donc sur le territoire de sa paroisse (Johannes). Il rappelle également les claires prises de position en faveur d'une sortie rapide du nucléaire des Eglises allemande et japonaise. Pour éviter que la problématique ne s'enlise dans l'oubli, un comité œcuménique interparoissial organise à la Pentecôte sur la Viktoriaplatz un atelier et appelle dans un manifeste qui se veut le reflet de l'opinion de l'Eglise à une sortie du nucléaire. Et Jürg Liechti de citer une déclaration récente de Gottfried Locher, président de la FEPS: «Si l'on ne prend pas position sur ce qui se passe ici et maintenant, l'Evangile de Jésus Christ n'a aucune substance.»

D'autres intervenants ont demandé à la tribune que l'Eglise pose des signaux clairs sur ces questions et «qu'au moins nous fassions tout ce que nous pouvons». Christine Blum (centre) relève d'ailleurs une erreur dans la brochure de la FEPS: l'énergie atomique n'est pas bon marché mais son prix est artificiellement maintenu à un bas niveau car aucune prime d'assurance risque ne doit être payée. Heinz Gfeller (positifs) se demande s'il ne faudrait proposer aux FMB d'utiliser les toits des Eglises à des tarifs préférentiels comme autant d'entités décentralisées de production de courant. Pierre Ammann (Jura) a proposé comme mesure immédiate que l'on éteigne les lumières dans la Salle du Grand Conseil. Ce qui a été fait ...

Bruno Bader (indépendants) qualifie d'équilibrée, d'appropriée et de convaincante la réponse du Conseil synodal. Tout comme Jürg Häberlin (libéraux), il se félicite de la position réfléchie du Conseil synodal. A l'opposé, Maurice Baumann (Jura) a dénoncé vertement la "langue de bois théologique" du Conseil synodal.

Hansruedi Schmutz (centre) estime que l'Eglise, avant d'exprimer ses souhaits et de formuler des revendications, devrait savoir appeler au «renoncement»; dans la perspective de la société à 2000 Watt, il nous est clairement demandé de renoncer à tout gaspillage d'énergie.